

Modèle donné à titre indicatif destiné à vous aider à rédiger votre propre courrier : il est de votre responsabilité de vérifier qu'il correspond bien à votre situation. Pour toute information complémentaire consultez l'ADIL

## Recours gracieux auprès de la commission contre une décision implicite de rejet (LR/AR)

Madame / Monsieur  
Adresse  
Code postal / Ville

Commission de Médiation de Paris  
À l'attention de Madame la Présidente de la Commission  
Secrétariat de la commission de médiation DALO de Paris  
TSA 20028  
93736 Bobigny cedex 9

Lettre recommandée avec AR

### **Objet : Recours gracieux contre la décision implicite de rejet du recours adressé à la Commission de médiation en vue d'une offre de logement.**

Madame la Présidente de la Commission,

Ayant déposé un recours amiable devant votre Commission (recours enregistré par votre secrétariat le ..... sous le numéro .....), nous avons l'honneur, par la présente, de solliciter de votre bienveillance, un réexamen de notre dossier.

En effet, comme indiqué dans l'accusé de réception daté du ..... que votre secrétariat nous a adressé, votre Commission devait prendre position sur notre demande avant le .....

A ce jour, nous n'avons malheureusement reçu aucune décision se prononçant sur le caractère prioritaire ou non de notre demande et, compte tenu des indications énoncées dans le courrier précité du ....., nous en concluons donc que notre recours a été rejeté (rejet implicite).

Nous nous permettons de vous rappeler les éléments de notre situation qui justifient la reconnaissance du caractère prioritaire de notre demande : (détailler votre situation locative)

Nous n'avons pas de logement et nous vivons ..... (camping, voiture, hôtel, ....)

Ou Nous sommes hébergés par ..... depuis ..... (indiquer le lien de parenté)

Ou Nous sommes menacés d'expulsions sans relogement. (indiquer la date du jugement du tribunal, la date du commandement de quitter les lieux, ....)

Ou Nous sommes hébergés de façon continue dans une structure sociale d'hébergement, le .....  
(indiquer le type et non de la structure) depuis le ..... (date d'entrée dans cette structure)

Ou Nous sommes logés dans..... (préciser s'il s'agit d'un logement de transition ou une résidence hôtelière,  
indiquer le nom de l'organisme qui vous procure ce logement) depuis le .....(indiquer la date  
d'entrée dans les lieux)

Ou Nous sommes logés dans des locaux ..... (préciser s'il s'agit de locaux impropres à l'habitation,  
insalubres, dangereux ; s'il y a eu un arrêté de péril, d'insalubrité, ... ou un rapport d'un travailleur social, ...)

Ou Nous vivons dans un logement non-décent avec une personne handicapé ou un enfant mineur (détailler  
votre situation familiale et les documents attestant de la non-décence)

Ou Nous vivons dans un logement qui est manifestement suroccupé. En effet, nous occupons un logement de  
.....pièces d'une surface de .....m<sup>2</sup>. Nous vivons à .....(indiquer le nombre de personnes)  
dans ce logement. (détailler la situation et préciser si vous avez un rapport d'un travailleur social attestant de la  
situation.)

Un dossier de demande de logement social a été déposé le ..... sous le numéro unique  
.....

Aussi, nous saurions extrêmement gré à la Commission de bien vouloir réétudier notre dossier et de nous  
déclarer prioritaires.

Dans l'hypothèse défavorable où la Commission estimerait que notre situation n'est pas prioritaire, nous  
aimerions connaître les motifs exacts qui justifient le rejet de notre recours.

Nous restons naturellement disponibles pour apporter toutes informations qui pourraient s'avérer nécessaires,  
en complément des pièces déjà jointes à notre dossier.

Vous remerciant vivement pour l'attention que vous voudrez bien porter à notre demande, nous vous prions  
d'agréer, Monsieur le Président de la Commission, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Fait le (date) à (lieu)

Signature